

En partenariat avec

ifri

analyse

Par **Denis Bauchard**, conseiller pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient à l'Institut français des relations internationales (IFRI), ancien ambassadeur en Jordanie (1989-1993) et au Canada (1998-2001), directeur pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient au ministère des Affaires étrangères (1993-1996) et président de l'Institut du monde arabe (2002-2004). Auteur de *Le Moyen-Orient au défi du chaos* (Hémisphères, 2021).

Photo ci-dessus :

Le président Donald Trump, le ministre des Affaires étrangères de Bahreïn, Abdullatif ben Rachid Al-Zayani, le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu et le ministre des Affaires étrangères des Émirats arabes unis, Abdullah ben Zayed Al-Nahyani (de droite à gauche), s'appêtent à signer les accords d'Abraham à la Maison-Blanche, le 15 septembre 2020. Avec le retour de Donald Trump au pouvoir, la normalisation des rapports entre Israël et les États arabes pourrait reprendre. (© White House/Shealah Craighead)



La politique étrangère d'Israël : la lutte pour la sécurité

Les conditions de naissance et de développement d'Israël expliquent que, dès sa création, les préoccupations de sécurité tiennent une place majeure dans l'esprit de ses dirigeants. Mais alors que, depuis une dizaine d'années, Israël semblait avoir acquis enfin la sécurité à laquelle aspire sa population, le 7 octobre 2023 a révélé sa vulnérabilité et a montré que cette sécurité était de fait loin d'être acquise. La Shoah qui devait effacer le peuple juif de la terre demeure dans les mémoires et le risque d'une menace existentielle est toujours présent.

Né d'une résolution des Nations Unies après plus de vingt ans d'affrontements avec la population arabe de Palestine, l'État d'Israël a dû d'emblée lutter pour sa survie. Le plan de partage décidé par l'Assemblée générale le 29 novembre 1947 par 33 voix pour, 13 contre et 10 abstentions, est refusé par la partie arabe. Israël proclame son indépendance le 14 mai 1948 et ne doit sa survie qu'à la guerre dont il est sorti vainqueur. D'emblée, son existence même est contestée par les pays arabes, qui sont hostiles à cette nouvelle réalité. Fragile, le nouvel État se construit : sa population passe de 800 000 en 1948 à près de 10 millions d'habitants actuellement, dont les trois quarts sont juifs ; il est doté avec Tshal de l'armée la plus

puissante de la région et est devenu une puissance nucléaire ; son économie prospère est en pointe sur les nouvelles technologies ; il s'impose progressivement à la fois par son dynamisme et par les guerres dans un Moyen-Orient en proie au chaos. Malgré une certaine normalisation des relations avec plusieurs gouvernements voisins, les opinions publiques arabes continuent à lui manifester une forte hostilité.

L'obsession de la sécurité

Dès son arrivée au pouvoir [en 1948], David Ben Gourion définit une doctrine stratégique destinée à faire face aux menaces qui assaillent le nouvel État. La victoire contre les armées arabes



lui a permis d'assurer sa survie et son indépendance mais elle ne s'est conclue que par un armistice. Une situation de guerre permanente apparaît alors inéluctable : Israël est entouré d'ennemis qui ont pour objectif commun sa destruction, l'obligeant à consolider ses positions dans un environnement hostile. C'est ainsi que les guerres se sont succédé, notamment en 1967, 1973, 1982, 1996 et 2006 et que, au total, l'État hébreu a été engagé dans une quinzaine de conflits, soit à son initiative, soit en réplique à des attaques extérieures.

Certes, des traités de paix ont été conclus en 1979 avec l'Égypte, puis en 1994 avec la Jordanie, et les accords d'Abraham signés en 2020 et 2021 ont permis d'établir des relations diplomatiques avec quatre autres pays arabes. Mais l'attaque du 7 octobre 2023 et la guerre menée selon Benyamin Netanyahou sur « sept fronts », du Hamas à l'Iran, jusqu'à la « victoire totale », peuvent faire craindre une situation de guerre larvée ou ouverte qui perdurerait en l'absence d'une solution à la question palestinienne.

“ Malgré une certaine normalisation des relations avec plusieurs gouvernements voisins, les opinions publiques arabes continuent à lui manifester une forte hostilité. ”

Derrière les objectifs affichés, notamment l'éradication du Hamas, beaucoup s'interrogent, y compris en Israël, sur l'objectif caché qui serait la volonté de Netanyahou de garder le pouvoir et d'éviter les poursuites judiciaires qui le visent.

Si les grands principes de la doctrine de stratégie nationale de sécurité restent les mêmes, celle-ci s'est précisée et infléchie, les ennemis d'hier — les pays et populations arabes à proximité — n'étant plus ceux d'aujourd'hui.

À cet égard, les menaces énumérées par Netanyahou lors de la campagne électorale de 2019 sont révélatrices de cette évolution. Il en est de même du document publié en septembre 2020 par l'Institut d'études sur la sécurité nationale (INSS), l'un des plus sérieux et importants *think tanks* israéliens, au sujet des « menaces existentielles » qui pèsent sur Israël. Il y a tout d'abord le risque de voir des pays du Moyen-Orient, notamment l'Iran, se doter d'un arsenal nucléaire. Une autre crainte est de nature conventionnelle avec l'utilisation de missiles de moyenne ou longue portée visant des sites sensibles civils ou militaires. La perspective d'un isolement international est également évoquée avec la possibilité de sanctions et d'un boycott organisé par le mouvement BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions), créé en 2005, qui regroupe près de 200 ONG ; s'il prenait de l'ampleur, il pourrait affecter sérieusement ses intérêts économiques.

Cependant, de façon paradoxale, le danger pouvant provenir de la population palestinienne de Gaza ou de Cisjordanie occupée n'est pas mentionné dans ce document. Il est vrai que, depuis plusieurs années, les autorités israéliennes n'ont l'existence d'une question palestinienne et considéraient qu'il s'agissait d'un « conflit de basse intensité », soluble notamment par le développement économique.

Des objectifs pour contrer les menaces

L'objectif essentiel a toujours été d'éviter la reconnaissance de toute identité palestinienne, aussi bien sur place que par des États étrangers. On se rappelle la réflexion de Golda Meir en 1969, qui niait l'idée même qu'il y ait un peuple palestinien. Même s'il y eut des interprétations différentes de cette formulation, il est clair qu'après l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, les gouvernements israéliens ont eu comme seul objectif d'éviter la création d'un État palestinien, qu'ils jugeaient dangereux pour leur sécurité. Les États-Unis ont fidèlement soutenu ce point de vue. Ainsi, lorsque la Communauté économique européenne, à l'initiative de la France, déclara en 1980 à Venise que le peuple palestinien avait un droit à l'autodétermination, de vives réactions provinrent aussi bien de Jérusalem que de Washington. Il en fut de même du discours de François Mitterrand devant la Knesset en 1982, qui évoqua la nécessité d'un État palestinien.



L'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qualifiée de mouvement terroriste, est, sous la forte pression américaine, reconnue lors des accords d'Oslo de 1993 comme un interlocuteur valable. Mais ces accords ne font aucune allusion à la création d'un État : Yitzhak Rabin [alors Premier ministre] s'est bien gardé de prononcer le mot, évoquant simplement l'idée d'une « entité ». Le mot « État » a certes été évoqué lors des négociations menées par Ehud Barak et Ehud Olmert, mais elles ont échoué, notamment sur la question de Jérusalem. Si Netanyahou a prononcé le mot lors de son discours à l'université de Tel Aviv en 2009, il est assorti de telles conditions qu'il ne pouvait s'agir au mieux que d'un bantoustan. Plus récemment, le vote par la Knesset, à une majorité écrasante, d'un texte excluant la création d'un État palestinien, confirme clairement cette volonté. Ariel Sharon estimait en 1988 que l'État palestinien existait déjà avec la Jordanie, se fondant sur le fait que les Palestiniens représentaient plus de la moitié de sa population. Cette idée a été, dès l'origine, récusée fermement par le roi Hussein (1952-1999) comme par son successeur, le roi Abdallah II. Au début des années 2000, aux premiers signes de la reprise du programme nucléaire initié par le Chah d'Iran, Israël a estimé

Photo ci-dessus :

Le 3 mai 2024, dans le centre de Téhéran, un panneau d'affichage montre les missiles balistiques iraniens tirés sur Israël. En avril 2024, l'Iran menait un bombardement hautement symbolique contre Israël, en réponse à l'attaque aérienne du consulat iranien à Damas, que le régime iranien a attribuée à Israël et qui avait tué 16 personnes, dont deux généraux des Gardiens de la révolution. Une opération qui sera répétée en octobre 2024 en réponse aux assassinats des chefs du Hamas et du Hezbollah. À chaque fois, cela a entraîné une riposte israélienne. (© Shutterstock)



qu'il avait également un caractère militaire, et l'Iran est déclaré officiellement comme « la menace existentielle ». L'accord de Vienne sur le nucléaire iranien (JCPOA — *Joint Comprehensive Plan of Action*), signé en 2015, entériné par le Conseil de sécurité des Nations Unies, est considéré insuffisant par le gouvernement de Netanyahu, qui contribue à sa dénonciation par le président Donald Trump en mai 2018. Lors de la reprise des négociations par l'administration Biden, le Premier ministre israélien incite à durcir l'accord, en l'étendant explicitement aux missiles balistiques. L'échec des négociations confirme les autorités israéliennes dans leur volonté d'empêcher l'Iran de se doter d'un arsenal nucléaire [voir p. 76]. Israël annonce plusieurs fois que l'Iran est en passe d'acquiescer ses premières bombes. L'éventualité d'une attaque sur les sites nucléaires est envisagée malgré les réticences de Tsahal et de Washington. Des attaques non revendiquées sur les installations nucléaires — cyberattaques, virus informatiques visant les centrifugeuses, mystérieux incendies sur le site de Natanz — sont considérées comme la marque d'Israël. La réélection de Trump conduit Netanyahu

de ses troupes, témoigne de cette volonté d'éradiquer la milice chiite pour sécuriser le Nord du pays. Ainsi, la voie militaire a prévalu sur la voie diplomatique. Quant aux milices afghanes et irakiennes, elles se sont retirées de Syrie après la chute de Bachar el-Assad.

La normalisation des relations avec les voisins arabes reste un objectif essentiel. Paradoxalement, la première intervient à l'initiative de l'Égypte, le pays arabe qui pouvait apparaître comme le plus dangereux. En effet, en 1979, le président Anouar el-Sadate s'invite à Jérusalem malgré les réticences du chef d'état-

“ Il est clair qu'après l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, les gouvernements israéliens ont eu comme seul objectif d'éviter la création d'un État palestinien, qu'ils jugeaient dangereux pour leur sécurité. Les États-Unis ont fidèlement soutenu ce point de vue. ”



Photo ci-dessus :

Le 4 mars 2025, le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi (à droite) prend la parole lors du Sommet arabe extraordinaire pour la Palestine. Ce sommet arabe d'urgence constitue une victoire diplomatique pour l'Égypte, qui a réussi à unir le monde arabe pour proposer un plan alternatif au projet du président américain de déplacer les Palestiniens de Gaza vers l'Égypte et la Jordanie, et pour qualifier de « ligne rouge » la violation des droits des Palestiniens. (© Xinhua/Egyptian Presidency)

à reprendre l'initiative : il ne cache pas sa préférence pour des frappes d'envergure contre les sites sensibles iraniens, avec un soutien logistique américain. Mais Trump semble préférer les négociations en vue d'élargir l'accord et de le rendre plus robuste, alors qu'il l'avait dénoncé il y a quelques années, en les précédant de « pressions maximales ». Ainsi le jeu est encore ouvert [voir p. 52].

Par-delà l'Iran, c'est également la neutralisation de ses proxys qui est visée. En effet, les nombreuses milices, soutenues et financées par l'Iran, et dotées d'armes sophistiquées, représentent un véritable danger pour l'État hébreu. Il s'agit du Hezbollah au Liban et de milices localisées en Syrie, en Irak et plus récemment au Yémen. Israël s'est employé à régler son compte au Hezbollah, qui avait revendiqué à l'issue de la guerre des 33 jours en 2006 une « victoire divine ». L'intervention israélienne au Liban à partir de septembre 2024, qui s'est traduite à la fois par une élimination des principaux responsables du mouvement, dont son chef Hassan Nasrallah, et un affaiblissement

major. Les accords de Camp David, qui déboucheront sur un traité de paix en mars 1979, permettront à l'Égypte de récupérer le Sinaï, mais seront sans effet sur le règlement de la question palestinienne. Ce n'est qu'en octobre 1994 que la Jordanie, sous forte pression des États-Unis qui lui fournissent l'essentiel de son aide, signera également un traité de paix.

Le même processus avec les pays du Golfe, qui n'étaient pas en guerre avec Israël, était en gestation depuis près de trente ans. Des contacts informels nombreux et des coopérations, y compris dans le domaine du renseignement, existaient en effet depuis quelques années. Sous l'impulsion du président Trump, les accords d'Abraham sont signés en 2020 et 2021 avec Bahreïn puis les Émirats arabes unis [voir p. 55], le Maroc et enfin le Soudan. Ils prévoient notamment l'établissement de relations diplomatiques et des contreparties américaines substantielles pour les pays concernés. Le cas du Qatar est un peu particulier : dès 1996, l'émirat a établi des relations commerciales et a apporté des financements importants au Hamas à la demande des autorités israéliennes, en particulier en assurant le traitement des fonctionnaires, contribuant ainsi à marginaliser l'Autorité palestinienne. Ce jeu ambigu s'est révélé avoir des effets pervers et s'est arrêté net le 7 octobre 2023, ce qui n'a pas empêché la poursuite des coopérations et contacts aussi bien avec l'Arabie saoudite qu'avec Oman et le Qatar, qui joue un rôle important de négociateur dans les pourparlers de trêve et de libération des otages. Le rôle de l'Arabie saoudite sera décisif pour la poursuite de ce processus : pour l'instant, elle subordonne son adhésion à la création d'un État palestinien, perspective peu probable. Mais la situation reste fluide.

À la suite des événements du 7-October, Netanyahu a affiché un objectif encore plus ambitieux : remodeler le Moyen-Orient, jusqu'à un changement de régime en Iran. Pour l'instant, Trump n'a pas repris à son compte cette idée. Le passé montre le caractère illusoire d'une telle prétention, qui ne peut contribuer,



Israël et ses voisins du Moyen-Orient



comme les États-Unis en ont fait l'expérience en 2003, qu'à ajouter du chaos au chaos.

Des vecteurs d'influence efficaces

La politique étrangère a toujours relevé du domaine réservé du Premier ministre, assisté de son conseiller diplomatique, même si les gouvernements israéliens sont formés de coalitions à géométrie variable. Ce rôle prédominant s'est encore accentué avec Netanyahu, qui a établi des liens étroits tant avec Trump qu'avec son entourage familial dès son premier mandat. Le ministre des Affaires étrangères et ses services sont de purs exécutants. Après une période faste au moment des accords d'Oslo, le ministère s'est senti brimé et marginalisé, avec des moyens budgétaires parcimonieux, provoquant un vrai malaise parmi le personnel diplomatique débouchant à plusieurs reprises sur des grèves. Mais le ministère des Affaires étrangères est concurrencé par d'autres acteurs, notamment le Mossad, dont le chef joue actuellement un rôle essentiel dans la question des otages et de la trêve. D'autres organisations développent leur propre diplomatie. Il en est ainsi de l'Agence juive, qui a pour vocation d'inciter les juifs de la diaspora à émigrer en Israël, ou du Congrès juif mondial, qui réunit les représentants d'une centaine de communautés juives à l'étranger.

Des vecteurs d'influence à vocation régionale ou nationale participent au *soft power* israélien. Des ONG à vocation internationale, comme l'Organisation sioniste mondiale, l'ADL (Anti-Defamation League) ou B'nai B'rith International, ont de plus en plus vocation à lutter contre l'antisémitisme et les tentatives de banaliser l'Holocauste ou à promouvoir une aide humanitaire. D'autres ONG sont plus orientées vers l'action auprès de la classe politique et des administrations. Le cas le

“ À la suite des événements du 7-October, Netanyahu a affiché un objectif encore plus ambitieux : remodeler le Moyen-Orient, jusqu'à un changement de régime en Iran. ”

plus emblématique est celui de l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee). Fondé en 1963, il est à la tête d'un réseau de 70 ONG réunissant cinq millions d'adhérents aux États-Unis. Sa vocation est de veiller à ce que la politique américaine soit bien conforme aux intérêts d'Israël, de surveiller les votes des autorités américaines dans les enceintes internationales, notamment à l'ONU, et de renforcer l'aide civile ou militaire accordée à Israël. L'AIPAC est en étroite relation avec le mouvement évangéliste, dont plusieurs ONG, comme International Fellowship of Christians and Jews, appuient la politique israélienne et réunissent des fonds importants pour financer l'émigration de juifs américains.

En Europe, ELNET (European Leadership Network) est une ONG présente notamment en Grande-Bretagne, en France, en Pologne et en Allemagne. Elle a pour objet « le renforcement des relations entre l'Europe et Israël sur la base des valeurs démocratiques partagées et des intérêts stratégiques ». Elle s'adresse



essentiellement aux milieux politiques et aux décideurs. Créée plus récemment, en 2007, son action n'a pas pour l'instant pris l'ampleur de celle de l'AIPAC, mais la guerre à Gaza et ses conséquences pour l'image d'Israël l'ont menée à la renforcer.

Ainsi la politique étrangère d'Israël est-elle le résultat du jeu de nombreux acteurs qui partagent la même convergence d'action.

Une politique étrangère tous azimuts

Les priorités diplomatiques d'Israël portent sur le renforcement de ses relations avec les États-Unis et les pays d'Europe de l'Ouest, en premier lieu la France. Le réseau d'ambassades se développe, notamment dans les États d'Afrique et d'Asie qui acquièrent leur indépendance. Actuellement, Israël entretient des relations diplomatiques avec 160 États.

En Europe, une coopération active se développe entre Israël et la France de la IV^e République, y compris dans des domaines sensibles, lui permettant de renforcer ses capacités militaires, notamment dans le domaine aérien, et d'acquérir, en dépit des réticences américaines, un arsenal nucléaire estimé actuellement à près de 300 ogives. À partir de 1962, la politique arabe de la France entre de façon de plus en plus évidente en conflit avec les intérêts israéliens. L'arrêt brutal de la coopération militaire à la suite de la guerre de 1967, par le général de Gaulle, la reconnaissance du droit des Palestiniens à l'autodétermination par le président Valéry Giscard d'Estaing, l'accueil de Yasser Arafat à Paris, puis le souhait exprimé par le président Mitterrand de la création d'un État palestinien sont autant de sources de cris-

“ La politique étrangère d'Israël est le résultat du jeu de nombreux acteurs qui partagent la même convergence d'action. ”

pation. S'il y eut un inflexionnement des positions vers les pré-occupations israéliennes avec les présidents Nicolas Sarkozy, François Hollande et Emmanuel Macron, la dénonciation par ce dernier des conséquences humanitaires du conflit à Gaza, l'extension de ce dernier au Liban et l'attachement exprimé à la solution des deux États ont conduit à des relations tendues, qui risquent de perdurer.

Cependant, Israël a renforcé ses liens avec d'autres États — l'Allemagne, les Pays-Bas et de plus en plus des pays de l'Est européen comme la Hongrie ou la Pologne — et cultive paradoxalement d'excellentes relations avec des mouvements populistes ou d'extrême droite, traditionnellement antisémites. L'accord euro-israélien de stabilisation et d'association entré en vigueur en 2000 a établi des liens économiques et scientifiques forts avec l'Union européenne (UE). Cela n'empêche pas Israël de lui dénier tout rôle sur la question palestinienne, en écartant les envoyés spéciaux successifs de l'UE pour le processus de paix ou en dénonçant régulièrement ses ingérences.

Faute de normalisation avec ses deux voisins immédiats, l'action d'Israël a été de constituer, en conjuguant voies diplomatiques et militaires, des zones tampons tant au Liban qu'en Syrie. La manipulation des minorités chrétiennes au Liban a conduit à un accord en mai 1983, signé par le président de l'époque, Amine Gemayel, qui met fin à l'état de belligérance entre les deux pays. Il fut annulé en 1984 sous pression de la Syrie. En Irak, l'intérêt porté aux Kurdes a permis d'établir des liens de coopération avec le gouvernement du Kurdistan, à proximité de l'Iran. Quant aux liens avec la Turquie, ils se sont fortement dégradés, avec plusieurs incidents graves, dont l'assaut de la « flottille de la liberté » par Tsahal en 2010, et plus récemment par la guerre à Gaza qui a conduit en novembre 2024 à la rupture des relations diplomatiques. Enfin, plus que jamais, l'Iran, avec lequel une guerre de l'ombre se propage depuis plusieurs décennies, est érigé en « menace existentielle » qui ne peut être écartée selon les dirigeants israéliens que par « une option militaire ».

Israël a systématiquement développé ses relations avec les pays du Sud qui accédaient à l'indépendance, en leur proposant,



Photo ci-dessus :

Le 22 mai 2024, le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez (à gauche) est applaudi par les députés et les membres du gouvernement espagnol après avoir prononcé un discours annonçant que l'Espagne reconnaît la Palestine comme un État le 28 mai 2024. Le même jour, l'Irlande et la Norvège faisaient la même déclaration. Si la question de la reconnaissance de la Palestine divise au sein de l'Union européenne (12 membres de l'UE sur 27 reconnaissent la Palestine), Israël a rappelé ses ambassadeurs en poste dans ces trois pays. (© AFP/Thomas Coex)

La relation avec les États-Unis est devenue progressivement privilégiée, aussi bien avec les présidents démocrates que républicains. En effet, au début, certains présidents s'inquiétaient de la politique israélienne. Il en était ainsi de Dwight D. Eisenhower, qui a intimé brutalement à Israël de se retirer de l'expédition de Suez menée conjointement avec la France et la Grande-Bretagne. Plus tard, John F. Kennedy s'est opposé en vain à ce qu'Israël devienne une puissance nucléaire. Depuis lors, les liens n'ont fait que se renforcer, d'abord à travers le parti démocrate, puis avec les républicains et les mouvements évangélistes. D'autres présidents, tels Jimmy Carter, Bill Clinton, George W. Bush et Barack Obama, ont essayé avec un succès inégal de faire pression sur Israël pour qu'il s'engage dans un processus de paix avec les pays arabes. La convergence des intérêts, surtout à un moment où les États-Unis se tournent vers le Pacifique, l'influence croissante du sionisme chrétien, les affinités entre deux pays qui se veulent choisis par Dieu, expliquent l'ampleur du soutien américain. L'élection de Trump qui, lors de son premier mandat, avait déplacé l'ambassade américaine à Jérusalem et reconnu la souveraineté d'Israël sur le Golan, ne peut que renforcer le soutien indéfectible, politique et militaire des États-Unis en faveur d'Israël, même si des points de désaccord ont pu apparaître sur la façon dont est menée la guerre à Gaza.

notamment en Afrique, une coopération en matière de sécurité. Mais l'échec du sommet Israël-Afrique de 2017 à Lomé (Togo) a montré les limites de cette action diplomatique avec le refus de l'Union africaine d'accepter Israël comme observateur [voir p. 59]. D'une façon générale, les relations avec les pays musulmans restent partielles et méfiantes. Si les liens avec les pays d'Amérique latine se sont normalement développés, la guerre à Gaza a aussi provoqué des crispations avec certains

accord dans le cadre de l'ONU, Israël a refusé de mettre en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité, y compris celles acceptées par les États-Unis. Depuis le début de la guerre à Gaza, l'État hébreu a adopté une attitude empreinte d'une certaine brutalité tant vis-à-vis du secrétaire général appelé à démissionner qu'à l'égard de certaines de ses agences, comme l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-

festée à son égard, mais l'évolution de la situation avec la brutalité de la guerre menée à Gaza — qui s'est traduite par la mort de plus de 48 000 Palestiniens, en majeure partie des civils, par la destruction de près de 80 % du territoire et par le non-respect du droit international, en particulier du droit humanitaire — a considérablement terni son image, y compris aux États-Unis. L'antisémitisme se répand dans les pays occidentaux et inquiète les communautés juives. Cette guerre a conduit à un véritable isolement, sensible au sein de la communauté internationale, qui se manifeste tant à l'Assemblée générale des Nations Unies qu'au Conseil de sécurité, où les États-Unis sont souvent les seuls remparts à une condamnation d'Israël. Les résultats du vote de l'Assemblée générale du 18 septembre 2024, intimant à Israël de mettre fin à l'occupation des territoires palestiniens, par 124 voix pour, 14 contre et 43 abstentions, confirment à la fois l'isolement d'Israël et l'embarras de la plupart des pays occidentaux envers la politique menée non seulement à Gaza mais aussi en Cisjordanie, au Liban, et plus récemment en Syrie. Israël en est conscient et s'emploie à développer une diplomatie publique pour contrer cette évolution, mais cela ne suffira pas. Cette situation risque de perdurer tant que la guerre se poursuivra et qu'elle ne débouchera pas sur une solution politique qui puisse résoudre la question palestinienne.

.....
Denis Bauchard
.....

“ Cette guerre a conduit à un véritable isolement, sensible au sein de la communauté internationale, qui se manifeste tant à l'Assemblée générale des Nations Unies qu'au Conseil de sécurité, où les États-Unis sont souvent les seuls remparts à une condamnation d'Israël. ”

d'entre eux, allant jusqu'au rappel d'ambassadeur, en raison de l'importance des « Turcos », ces immigrés arabes venus de l'ancien Empire ottoman, qui ont une forte influence dans beaucoup de pays du continent, notamment au Brésil, dont le président a dénoncé le « génocide en cours » à Gaza.

Les relations entre Israël et la Russie ont connu un nouvel élan avec l'arrivée de plus d'un million de juifs de l'ex-URSS dans les années 1990 et la forte sympathie personnelle qui lie Vladimir Poutine et Netanyahu. Le fait qu'Israël ait refusé de mettre en œuvre les sanctions qui visent la Russie confirme la qualité de ces relations. Depuis le 7-October, chacun s'emploie à éviter une confrontation. Certes, Moscou a reçu une délégation du Hamas, mais l'intervention russe n'a jamais dépassé les déclarations verbales [voir p. 56].

Enfin, Israël a établi de bonnes relations avec la Chine qui est son troisième partenaire commercial. Après une participation dans le port d'Haïfa, elle s'intéresse aux sociétés de haute technologie et esquisse un rôle de médiatrice sur la question palestinienne. Mais cette politique a connu un coup d'arrêt à la demande des États-Unis, inquiets de voir Pékin s'intéresser de trop près à la haute technologie israélienne [voir p. 62].

Quant aux relations avec les Nations Unies, elles sont passées de la méfiance à une franche hostilité. Bien que né d'un

Orient), dont l'activité a été interdite, ou l'OMS critiquant la destruction des infrastructures hospitalières de Gaza. Il en est de même des relations avec la Cour internationale de justice ou la Cour pénale internationale, dont les actions sont récusées par avance.

Ainsi, globalement, la politique étrangère d'Israël a connu un vrai succès et son rayonnement à la veille du 7 octobre 2023 était fort. D'ailleurs, au lendemain de cette atroce attaque terroriste, une véritable vague de sympathie s'est mani-

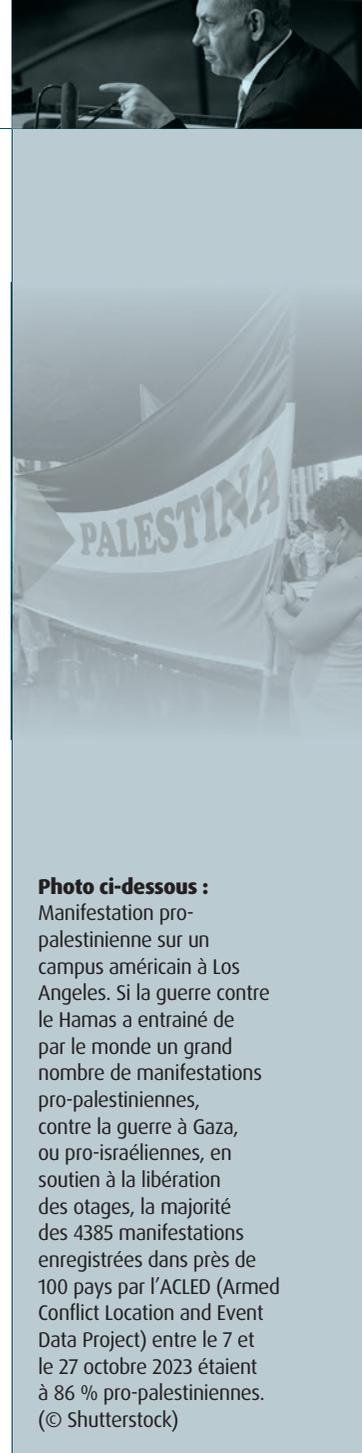


Photo ci-dessous : Manifestation pro-palestinienne sur un campus américain à Los Angeles. Si la guerre contre le Hamas a entraîné de par le monde un grand nombre de manifestations pro-palestiniennes, contre la guerre à Gaza, ou pro-Israéliennes, en soutien à la libération des otages, la majorité des 4385 manifestations enregistrées dans près de 100 pays par l'ACLED (Armed Conflict Location and Event Data Project) entre le 7 et le 27 octobre 2023 étaient à 86 % pro-palestiniennes. (© Shutterstock)

